

Capital/travail

L'ACCORD DE COMPÉTITIVITÉ VALIDÉ CHEZ RENAULT

La CFDT, FO et la CFE-CGC ont signé, vendredi, le nouvel accord de compétitivité du constructeur automobile. Il prévoit, entre autres, plus de flexibilité, l'embauche de 3 600 CDI d'ici à 2020 et la baisse du recours à l'intérim. La CGT et SUD y voient une nouvelle dégradation à venir des conditions de travail.

4,8

C'est, en millions, le nombre de personnes travaillant à temps partiel (77 % de femmes), contre 2,2 millions dans les années 1980, révèle une étude du ministère du Travail publiée vendredi.

Des drapeaux blanc et rouge devant le Pôle emploi de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). Jeudi, une poignée de stagiaires en titre professionnel (TP) cuisine à ISP Formation ont manifesté à l'appel de la CGT chômeurs pour dénoncer les conditions de leur formation et réclamer un meilleur contrôle de Pôle emploi. « Nous avons eu neuf formateurs en tout, explique Khedidja Mezidi, une des élèves. Un de nos professeurs était un simple serveur et on recopiait juste des cours de 9 heures à 17 heures. » Elle rappelle aussi leur accueil déplorable : « La cuisine insalubre avec des crottes de rat » ; « les toilettes cassées ». Choqués, certains stagiaires avaient exercé leur droit de retrait en octobre 2016.

Pour avoir protesté, Ahcène Toutah a été exclu des cours. Il garde de cette expérience un goût amer. « Il y a une conven-

FORMATION PROFESSIONNELLE

Pôle emploi sommé d'agir chez ISP

Depuis octobre, des chômeurs en cursus de cuisine dénoncent leurs conditions de stage et demandent à l'opérateur public d'intervenir.

tion entre Pôle emploi et ISP Formation, ils ont un droit de regard sur ce qui se passe, ils devraient intervenir ! Ces diplômés sont donnés. Le plan 500 000 chômeurs en formation du président de la République, c'est du bidon ! » Depuis qu'il a été renvoyé du TP cuisine, son moral flanche. « Je reste

à la maison sans rien faire alors que je voulais créer mon entreprise. À 55 ans, je ne sais pas ce que je vais devenir. » Pour ceux qui sont restés, les derniers cours avant le stage pratique étaient catastrophiques, selon Somia, l'une des élèves : « On était 14 au début de la formation,

maintenant, nous ne sommes plus que 3 ou 4 et on ne fait rien. Le formateur, lui, regarde des films. »

Fait étrange, pour contrer la mobilisation de ce jeudi matin, des salariés d'ISP accompagnés d'autres stagiaires ont débarqué pour défendre leur centre de formation, en portant des pancartes : « 90 % de réussite aux examens. » Joint par téléphone, un des dirigeants d'ISP, Samuel Tshisuaka, réfute toutes les accusations, assurant que « Pôle emploi est venu contrôler à huit reprises. La seule chose qu'ils nous ont demandée, c'est de refaire les toilettes pour handicapés, nous avons effectué les travaux ».

L'inspection du travail a ouvert une enquête

Mais dans ce juteux marché de la formation professionnelle, rendu encore plus attractif par les 3 milliards d'euros mis sur la table par François Hollande afin de financer le plan 500 000 formations pour les demandeurs d'emploi, tous les moyens semblent bons pour avoir sa part du gâteau. Sans compter que Pôle emploi, pressé d'expédier un maximum de chômeurs en formation, ne semble pas toujours très préoccupé par la qualité de l'enseignement de ses sous-traitants. « Nous posons la question : que fait Pôle emploi ? Alors que, depuis des mois, nous les alertons, il ne se passe rien », insiste Alain Florin, de la CGT chômeurs, rappelant au passage les contrôles de l'inspection du travail, qui a depuis ouvert une enquête.

Dans cette affaire révélée par l'Humanité, l'opérateur public commence toutefois à reconnaître certains manquements. Interrogée par France Inter, Audrey Perocheau, la directrice des formations de Pôle emploi, précise : « Nous avons mis l'organisme de formation en demeure, nous avons arrêté l'envoi de demandeurs d'emploi dans ces formations. Nous avons mis fin à une situation qui n'est pas tolérable. » Contacté à plusieurs reprises par l'Humanité, Pôle emploi n'a pas donné suite. En attendant, les stagiaires, eux, sont toujours en galère. ●

CÉCILE ROUSSEAU



RASSEMBLEMENT DE STAGIAIRES EN TITRE PROFESSIONNEL CUISINE À ISP, JEUDI DERNIER, DEVANT LE PÔLE EMPLOI DE NEUILLY-SUR-MARNE. PHOTO AYOUB BENKARROUM

VTC Manifestation à Paris et appel à une déconnexion de la plateforme Uber

Après avoir bloqué les aéroports parisiens et la porte Maillot, en décembre, les syndicats des chauffeurs VTC indépendants (Unsa-VTC, Actif-VTC, Capa-VTC et le nouveau CFDT-VTC) appellent à un rassemblement parisien à Bastille, ce matin dès 6 heures. Les conducteurs professionnels veulent présenter un « front commun » face aux plateformes numériques et proposent une déconnexion massive, ce jour, d'Uber, pour faire avancer la médiation entamée avant Noël et qui rendra ses conclusions à la fin du mois. L'ubérisation doit entrer dans le débat de la campagne présidentielle, assure l'Unsa-VTC, qui a invité le socialiste Gérard Filoche à venir les soutenir sur place. Mais déjà, en riposte, l'association AMT a annoncé qu'elle « lancera, dans les prochains jours, une application 100 % collaborative », pour mettre en relation des chauffeurs VTC et des clients, sans passer par les plateformes et donc sans commission à verser à un opérateur. ●

K. J.

Santé Martin Hirsch plaide pour la fusion de l'assurance-maladie et des mutuelles

Tandis que la question de la Sécurité sociale a fait irruption dans la campagne, Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), a vanté, ce week-end, dans les colonnes du Monde (tribune cosignée par Didier Tabuteau, responsable de la chaîne santé de Sciences-Po), la création d'une « assurance-maladie universelle » qui prendrait en charge les soins de santé à 100 %. Une fusion entre la Sécurité sociale et les complémentaires (mutuelles et assurances) qui devrait, selon Martin Hirsch, « améliorer la protection des Français et réduire les dépenses », permettant, « à terme, de réinjecter des milliards d'euros (...) dans le financement de médecins, d'infirmiers, d'hôpitaux ». Pour autant, reste le problème des dépassements d'honoraires, pour l'heure pris en charge par les complémentaires, et celui de l'avenir des personnels des mutuelles. La réforme, affirme Martin Hirsch, serait soumise à référendum. ●

M. D'A.

La Poste La CGT salue des avancées dans les négociations mais veut aller plus loin

Les négociations sociales à La Poste, débutées à l'automne dernier, se sont terminées en fin de semaine dernière. La direction a mis sur la table de nouvelles propositions, parmi lesquelles l'embauche, en 2017, de 3 000 agents en CDI à temps plein – le double de ce que le groupe avait initialement annoncé –, des promotions et des garanties sur l'un des points de crispation chez les agents : la sécabilité. Il s'agit de l'attribution d'une tournée ou d'un secteur supplémentaire à un agent en cas d'absence du titulaire. La CGT, première organisation syndicale du groupe, a salué « des avancées », jugeant cependant nécessaire « que le texte évolue encore sur de nombreux points », parmi lesquels l'arrêt de la flexibilité, l'instauration des 32 heures de travail hebdomadaires et l'ouverture de négociations sociales sur l'ensemble des branches et des entreprises du groupe. Une dernière mouture de l'accord sera transmise aux syndicats le 23 janvier. ●

M. D'A.